

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Canada : énoncé économique de l'automne 2020

De nouvelles initiatives viennent gonfler le déficit actuel à 381,6 G\$... et d'autres mesures sont à venir

FAITS SAILLANTS

- ▶ L'énoncé d'aujourd'hui comporte plusieurs nouvelles mesures totalisant 52,8 G\$ d'ici 2025-2026.
- ▶ Le déficit budgétaire s'élèvera à 381,6 G\$ pour l'exercice 2020-2021. Il devrait chuter de 68 % dès l'exercice suivant, avec un déficit prévu de 121,2 G\$ en 2021-2022. La réduction du déficit devrait se poursuivre les années subséquentes.
- ▶ La dette fédérale augmentera de façon importante en 2020-2021 et continuera son ascension par la suite pour atteindre 1 378,3 G\$ en 2025-2026.
- ▶ Le déficit pourrait en réalité être passablement plus important au cours des prochaines années alors que le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'introduire d'ici trois ans plusieurs nouvelles mesures afin de stimuler l'économie canadienne une fois que la pandémie sera maîtrisée.

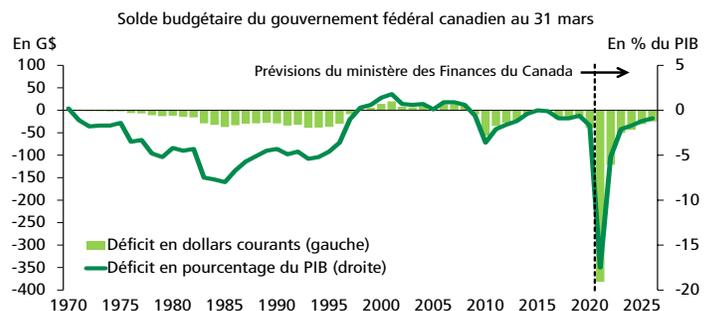
L'énoncé économique présenté aujourd'hui par la nouvelle ministre des Finances, Chrystia Freeland, est un document beaucoup plus complet que le portrait économique et budgétaire publié en juillet dernier. Il tient compte de l'évolution de la situation économique et financière, de l'incidence budgétaire des mesures annoncées depuis juillet dernier et comporte plusieurs nouvelles initiatives visant à lutter contre la COVID-19, à soutenir les Canadiens pendant la pandémie et à rebâtir l'économie canadienne sur des bases plus solides. L'essentiel de ces nouvelles mesures est à court terme et celles-ci totaliseront 25,1 G\$ en 2020-2021 et 26,6 G\$ en 2021-2022. Le total de ces nouvelles mesures s'élèvera à 52,8 G\$ d'ici 2025-2026.

Au bout du compte, le déficit budgétaire sera un peu plus élevé que ce qui était prévu en juillet dernier pour l'exercice 2020-2021, soit 381,6 G\$ au lieu de 343,2 G\$. Le déficit pourrait chuter de 68 % dès l'exercice suivant, avec une projection de 121,2 G\$ pour 2021-2022. La réduction du déficit devrait se poursuivre dans les années subséquentes, pour atteindre 24,9 G\$ en 2025-2026, ce qui représente 0,9 % du PIB, soit un résultat similaire à l'exercice 2017-2018. La dette fédérale augmentera de façon importante en 2020-2021 et continuera son ascension par

la suite pour atteindre 1 378,3 G\$ en 2025-2026. Le ratio de la dette par rapport au PIB pourrait rejoindre un sommet de 52,6 % en 2021-2022 avant de redescendre vers 49,6 % en 2025-2026. Rappelons que le ratio de la dette par rapport au PIB avait atteint un niveau record de 66,6 % en 1995-1996.

GRAPHIQUE 1

Le déficit pourrait se résorber dès 2021-2022



Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

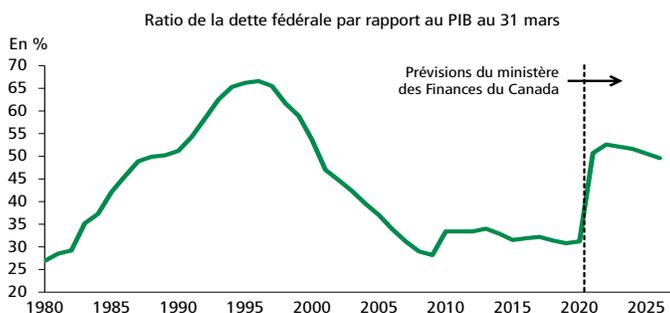
Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

TABLEAU 1
Sommaire des opérations

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL		PROJECTIONS				
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Revenus budgétaires	334,1	275,4	335,9	357,8	377,3	398,5	417,3
Variation (%)	0,6	-17,6	22,0	6,5	5,4	5,6	4,7
Dépenses de programmes	-338,5	-621,4	-421,2	-373,9	-384,4	-392,9	-404,0
Variation (%)	7,6	83,6	-32,2	-11,2	2,8	2,2	2,8
Frais de la dette	-24,4	-20,2	-20,3	-22,4	-25,7	-30,5	-34,3
Variation (%)	4,7	-17,2	0,5	10,3	14,7	18,7	12,5
Pertes actuarielles nettes	-10,6	-15,4	-15,6	-12,1	-10,5	-6,0	-3,9
Solde budgétaire avant la stimulation	-39,4	-381,6	-121,2	-50,7	-43,3	-30,9	-24,9
Enveloppe de stimulation	0,0	entre 70 G\$ et 100 G\$ sur trois ans					
Solde budgétaire après la stimulation	-39,4	?	?	?	?	?	?
Dette fédérale ¹	721,4	1 107,4	1 228,5	1 279,3	1 332,6	1 353,4	1 378,3
Variation (%)	5,2	53,5	10,9	4,1	4,2	1,6	1,8
Revenus budgétaires (% du PIB)	14,5	12,6	14,4	14,6	14,7	14,9	15,0
Dépenses de programmes (% du PIB)	14,6	28,5	18,1	15,2	15,0	14,7	14,5
Frais de la dette publique (% du PIB)	1,1	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,7	-17,5	-5,2	-2,1	-1,7	-1,2	-0,9
Dette fédérale (% du PIB)	31,2	50,7	52,6	52,1	51,6	50,6	49,6

¹ Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.
 Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
L'importance relative de la dette augmentera


Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Cela dit, le déficit pourrait en réalité être passablement plus important au cours des prochaines années. Le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'introduire d'ici trois ans plusieurs nouvelles mesures afin de stimuler l'économie canadienne une fois que la pandémie sera maîtrisée. Ces mesures ne sont pas encore déterminées et elles ne sont actuellement pas comptabilisées dans les projections budgétaires du gouvernement fédéral. Ces nouvelles initiatives pourraient atteindre entre 70 G\$ et 100 G\$ selon les projections actuelles du ministère des Finances. L'incidence totale de ces nouvelles mesures sur le solde budgétaire et la dette est toutefois difficile à évaluer. Une chose est cependant certaine, ces nouvelles mesures

augmenteront les déficits et la dette au cours des prochains exercices.

En ce qui concerne les nouvelles mesures introduites dans l'énoncé d'aujourd'hui, voici un résumé des principaux éléments retenant l'attention :

- ▶ Afin de lutter contre la COVID-19, des investissements sont réalisés dans le dépistage et la recherche des contacts, l'acquisition d'équipement de protection individuelle et un ensemble de mesures destinées à protéger les bénéficiaires de soins de longue durée, et 150 M\$ sont versés pour l'amélioration de la ventilation dans les immeubles publics et la réduction de la propagation de la COVID-19.
- ▶ Pour soutenir les petites et les grandes entreprises pendant la seconde vague, le taux maximal de la Subvention salariale d'urgence du Canada est augmenté à 75 % pour les périodes qui s'étendent du 20 décembre 2020 au 13 mars 2021. L'application des taux actuels de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer et la mesure de soutien en cas de confinement sont prolongées jusqu'au 13 mars 2021. Les entreprises pourront se prévaloir de ces deux programmes jusqu'en juin 2021.
- ▶ Afin de soutenir les industries les plus touchées du Canada, comme celles du tourisme, de l'hôtellerie, des arts et de la culture, ainsi que le secteur de l'aviation, de nouvelles mesures d'aide sont offertes, y compris le nouveau Programme de crédit pour les secteurs très touchés.

TABLEAU 2
Prévisions économiques et financières

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2019		2020p		2021p	
	MAJ 2020	Mouv. Desj.	MAJ 2020	Mouv. Desj.	MAJ 2020	Mouv. Desj.
PIB réel	1,7	1,7	-5,8	-5,7	4,8	4,5
Déflateur du PIB	1,9	1,9	0,3	0,0	2,0	1,5
PIB nominal	3,6	3,6	-5,5	-5,8	6,9	5,8
Bons du Trésor – 3 mois	1,7	1,7	0,4	0,5	0,2	0,3
Obligations fédérales – 10 ans	1,6	1,6	0,7	0,8	0,9	0,8
Taux de chômage	5,7	5,7	9,7	9,5	8,1	7,9
Taux de change (¢ US/\$ CAN)	75,4	75,4	74,2	74,5	76,1	77,4
PIB réel – États-Unis	2,2	2,2	-4,3	-3,5	3,7	4,0

p : prévisions; MAJ : mise à jour

NOTE : Le total peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement.

Sources : Ministère des Finances du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

- Pour aider les familles ayant de jeunes enfants pendant la pandémie, un soutien temporaire pouvant atteindre 1 200 \$ leur sera accordé en 2021 pour chaque enfant âgé de moins de 6 ans qui est admissible à l'Allocation canadienne pour enfants.
- À titre de mise de fonds dans la reprise économique, un soutien est offert aux Canadiens pour qu'ils rendent leur habitation plus écologique et plus écoénergétique, un plan visant à planter 2 milliards d'arbres est présenté et les bases d'un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants seront jetées.

stimulation économique post-COVID-19 reste à être déterminée. Visiblement, le portait budgétaire du gouvernement fédéral risque de se détériorer davantage. Espérons que le prochain budget fournira plus de réponses à cet égard.

Du côté des projections économiques et financières utilisées dans l'élaboration de cet énoncé, celles-ci sont assez similaires à nos plus récentes prévisions. Il y a toutefois un risque à la baisse à court terme. Le scénario du ministère des Finances basé sur l'enquête de septembre effectuée auprès des prévisionnistes du secteur privé table sur une hausse du PIB réel canadien de 5,1 % (à rythme trimestriel annualisé) au quatrième trimestre de 2020, suivie d'un gain de 4,6 % au premier trimestre de 2021. Or, les perspectives de croissance économique se sont récemment assombries avec l'aggravation de la seconde vague de la pandémie dans plusieurs provinces. Il est donc probable que la croissance économique sera inférieure à ces projections pour ces deux trimestres.

En fin de compte, l'énoncé d'aujourd'hui donne certes plus de précisions sur l'évolution des finances publiques canadiennes au cours des prochaines années, mais les incertitudes demeurent très élevées. La pandémie est loin d'être résorbée et ses répercussions sur l'économie canadienne et les finances publiques sont encore très incertaines. De plus, la réponse du gouvernement canadien n'est pas terminée. D'une part, on se doute bien que d'autres mesures pourraient éventuellement être décrétées dans les prochains mois afin de contrer les effets néfastes de la pandémie. D'autre part, l'élaboration du plan de